



# Economie & Développement

BIMENSUEL D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET DE DÉVELOPPEMENT

LES NOUVELLES SUR LE TOGO EMERGENT N° 59 DU 07 OCTOBRE 2016 PRIX 250F CFA AFRIQUE / 1 EURO EUROPE



## ECONOMIE

**Budget 2017 : Le Togo devrait plafonner la barre de 1 859 milliards de FCFA après le sommet sur la sécurité maritime**

Quel budget en 2017 pour une croissance à deux chiffres ? S'interroge déjà l'Association « Veille Economique » dans un document rendu public d'une quarantaine de pages et qui propose en 2017, un budget dont la structure des ressources ainsi que leurs provenances devraient atteindre les 1 859 milliards de FCFA. « Cette estimation budgétaire qui aurait pu se faire en 2015 ou 2016 peut encore se mettre en place en 2017. Dans cet ordre d'idée, les prévisions normales nous conduiront à un niveau de budget de 3 355,38 milliards de FCFA 2021 avec un niveau de PIB estimé à 4 901 milliards de FCFA », estime Thomas Koumou, Président de l'association Veille économique.

P.3

## TRANSACTION FINANCIÈRE :

**La pièce de 250FCFA indésirable dans certains pays de l'UEMOA malgré l'assurance de la BCEAO**



**Ethiopie :**  
La Chine relie Addis Abeba au port de Djibouti à 3,4 milliards de dollars



**Sécurité Maritime :**  
Eric KPADE, optimiste sur « La Charte de Lomé ».



**FNFI : Remboursement timide**  
dans les Plateaux-Ouest, encourageant à Sanguéra



**LUTTER** contre le **terrorisme**,  
**sécuriser** nos côtes.

Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine sur la Sécurité et la Sureté Maritimes et le Développement en Afrique





## ECO FLASH

### PREGA déteste la Grippe Aviaire



En Aout 2016, le Togo a connu une fois l'apparition de la Grippe Aviaire, la maladie des volailles très contagieuse de la souche H5N1 dont le pays fut victime pour une première en Juin 2007 puis en 2008. Mais vite, les deux foyers notamment les fermes incriminées à Adétikopé et à Adidogomé sont maîtrisées par l'action d'urgence sanitaire du gouvernement mais aussi grâce à la contribution spontanée et bien organisée des médias aux côtés des autorités. « Le travail abattu par les médias et des résultats obtenus dans l'éradication de l'épidémie par le passé, interpelle notre association à revenir à la charge pour répliquer la même riposte afin d'éviter la propagation à grande échelle dans les populations », indique Ambroise Kpondzo, Président de l'Association de la Presse contre la Grippe Aviaire (PREGA) au cours d'une journée de formation des professionnels des médias sur les stratégies de communication sur la Grippe Aviaire au Togo. Une grande campagne de sensibilisation de masse est prévue pour la circonstance en vue d'informer les populations sur la présence de l'épizootie, les dispositions à prendre pour éviter la propagation, les techniques de protection de la filière aviaire, et rassurer les consommateurs sur la consommation des viandes de volaille.

### Transaction financière :

### La pièce de 250FCFA indésirable dans certains pays de l'UEMOA malgré l'assurance de la BCEAO



Moyen d'échange, les pièces de monnaie sont mises en circulation par la banque centrale ne devraient cependant pas avoir du mal à circuler. Depuis quelques mois, la transaction financière avec la pièce frappée 250FCFA connaît des difficultés de circulations dans certains pays de l'UEMOA. Il est impossible de connaître réellement le motif malgré les quelques enquêtes. A Abidjan (Côte d'Ivoire) combien sont-ils qui s'en sont plaints parce que la pièce de 250 Fcfa est lisse, des vendeurs n'en veulent pas ? Peu importe qu'elle soit lisse ou pas, d'autres ne veulent pas en entendre parler, au grand désespoir des détenteurs de ladite pièce. La pièce de 250 Fcfa est l'objet de rejet dans les commerces et dans les transports. « A chaque fois que je donne comme reliquat cette pièce, mes clients refusent systématiquement sans raison. Finalement, je refuse de la prendre des mains de mes clients ! Dommage mais voilà la situation », martèle Mme Sophie, revendeuse. De nos jours, cette scène tend à gagner aussi certaines banques de la place dont les caisses hésitent les échanges ; Alice, une titulaire d'un compte à la Banque nationale d'Investissement (BNI) d'Abidjan a fait les frais de cette « censure » de la pièce de 250 F CFA. « J'avais 188 pièces (47 000 FCFA) à déposer sur mon compte(...) ». La caissière m'a fait savoir après avoir consulté l'un de ses supérieurs hiérarchiques que la banque ne peut accepter des pièces usées », a-t-elle témoigné. Le lendemain Alice expose sa mésaventure de la veille à sa conseillère de clientèle, qui lui réitère la même position que l'agent au guichet, « me demandant

de me rendre à la (BCEAO) », relate-t-il, très amer et "prêt à intenter un procès" contre sa banque. Au Togo, même si la censure de la pièce 250 FCFA n'est pas encore rentrée dans l'habitude des usagers, il n'est pas surprenant que les pièces dites lisses (100f, 200f, 250f et 500f) et les billets froissés ne soient refusées dans les échanges. « Je suis surpris que certains refusent les pièces lisses dès que vous leur faites des échanges. J'en dispose plus d'une centaine de pièces lisses indésirables dans ma caisse », confie Abdou Salami, propriétaire d'une boutique d'alimentation générale à Attiégo. Descendant à Agoè, à bord d'un taxi, le chauffeur encaisse le titre de transport qui est de 300 FCFA. Jean, un passager lui remet 300FCFA (une pièce de 50 francs et de 250 francs). A la grande surprise de celui-ci, le chauffeur réagit violemment en ces termes : « on ne prend pas 250 francs lisse!. Le client lui demande la raison et il rétorque : « tu n'es pas à Lomé ou quoi? Tout le monde refuse les pièces lisses ». S'en suit une chaude discussion.... Pourtant, aucun communiqué de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) ne dit que cette pièce de monnaie n'est plus utilisable. Les populations sont longtemps abusées dans les transactions économiques pour le moment au grand silence des autorités. Dans un communiqué produit en septembre 2016, c'est la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui est montée au créneau pour interpellier les vendeurs de biens et services et les créanciers. «La Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) informe le public qu'il lui est revenu que certaines personnes n'acceptent plus la pièce de 250 Fcfa dans les transactions économiques. A ce sujet, elle rappelle que la pièce de 250 Fcfa a toujours cours légal et pouvoir libératoire sur le territoire de l'ensemble des Etats membres de l'Union Economique et monétaire ouest africaine (Uemoa), à savoir au Benin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo. En conséquence, la Banque centrale réaffirme qu'en vertu de la réglementation en vigueur, les vendeurs de biens et services et les créanciers sont tenus d'accepter cette pièce en paiement», précise le communiqué qui vient rétablir une fois de l'ordre dans les transactions économiques. Sous d'autres cieux, les populations s'indignent de la rareté des pièces de monnaie (25f, 50f) dans les échanges monétaires (pharmacies, les supermarchés, les marchés...). Une situation désobligeante et regrettable qui cause des grincements de dents entre les usagers. Face à ces tracasseries financières, il serait souhaitable que la BCEAO commence par mener des études à la suppression des pièces en lieu et place des billets à mettre sur le marché de l'UEMOA.

**Credo**

## ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

Directeur de Publication

Joseph GADAH  
(228) 90 30 85 10

Rédaction

Joseph  
Ghislain  
Raïssa

Infographie

Katherin AFANOU-A.

(228) 92 10 17 99

Imprimerie

La Colombe

Copyright

Welgraf studio Octobre 2016

### FNFI : Remboursement timide dans les Plateaux-Ouest, encourageant à Sanguéra

Après la tournée dans le grand nord, le ministre en charge du Développement à la Base était en début de semaine dans la région des Plateaux-Ouest (Kloto, Danyi, Agou et Kpélé) où elle a échangé et encouragé à Kpalimé les bénéficiaires des différents produits du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) au remboursement des crédits. Actuellement, il est à noter que la moyenne nationale de remboursement se situe au-delà des 90 % pour les trois produits APSEF (Accès des Pauvres aux Services Financiers), AGRISEF (Accès des Agriculteurs aux Services

Financiers). Les difficultés résident encore au niveau de l'AJSEF (Accès des Jeunes aux Services Financiers), dans les Plateaux –Ouest, où le remboursement ne dépasse guère 50%. Une situation qui inquiète et plonge les activités des microfinances partenaires du Fonds dans cette partie du pays. « Aidez les microfinances en remboursant vos crédits... Si vous remboursez, cela vous permet de prendre de nouveaux crédits et aux autres également d'en bénéficier. Si vous ne remboursez pas, vous-vous fermez les portes mais aussi aux autres... C'est une chaîne ; quand un maillon se casse, toute la chaîne se casse », a conseillé Mme Tomégah-Dogbé. Cette mauvaise foi des bénéficiaires



et le manque de sensibilisation expliquent ce retard dans le remboursement. Il est envisagé dorénavant l'implication des préfets, des chefs -cantons, des chefs de quartiers, des CDQ et CDB pour notamment accélérer la sensibilisation afin d'amener les bénéficiaires

à rembourser. La tournée s'est poursuivie dans le canton de Sanguéra où Mme Tomégah-Dogbé s'est également entretenue avec les bénéficiaires des produits FNFI. « Les stratégies de suivi des remboursements sont appréciables et encourageants », a laissé entendre la

ministre du développement à la base. Cette rencontre entre dans le cadre de la tournée nationale entamée par le ministre depuis le 15 septembre dernier pour faire le suivi de la mise œuvre des différents programmes et projets de son département.

## Budget 2017 : Que faut-il savoir sur le budget 2017 des pays de la sous-région ?

### Le Togo devrait plafonner la barre de 1 859 milliards de FCFA après le sommet sur la sécurité maritime



A l'approche de la fin d'année, la tradition d'élaboration de l'exercice budgétaire commence par se faire respecter dans les pays. En prévision aux dépenses et recettes ; face aux besoins en développement sans cesse grandissants, à la croissance économique dans les pays de la sous-région, la plupart des pays procèdent déjà à la révision en hausse de leurs budgets en 2017. En Côte d'Ivoire, le gouvernement a adopté en septembre 2016, une loi de finances rectificative, marquant une hausse de 352 milliards de F CFA du budget 2016, qui passe de 5 813 milliards de F CFA à 6 165 milliards de F CFA. Ces nouvelles ressources prévues seront consacrées aux investissements publics. Le projet du budget global 2017 devait s'équilibrer à 6.501 milliards FCFA, soit une hausse de 11,8% par rapport au budget 2016. L'une des priorités seront entre autre la lutte contre le terrorisme après notamment l'attaque de Grand Bassam en mars dernier qui a fait 19 morts. Près de 100 milliards de FCFA seront destinés en 2017 aux investissements dans ce secteur. Les dépenses liées aux questions sécuritaires devraient porter le déficit budgétaire à 4% en 2016, contre 3% en 2015. Le Sénégal dès septembre 2016 a annoncé également que son projet budgétaire devrait augmenter en 2017 de 200 milliards de francs CFA par rapport à celui de 2016 arrêté à 3022 milliard. Le déficit budgétaire 2017 est attendu

à 3,8% contre 4,3% actuellement. Estimé à 1%, le taux d'inflation de l'année prochaine devrait aussi être le plus bas de la zone Uemoa. Les dépenses d'investissements financées sur ressources internes sont estimées à 973 milliards, soit 34% du budget. Ce qui constitue une progression de plus de 300 milliards par rapport à 2016. La masse salariale du Sénégal sera stabilisée en 2017 à 572 milliards pour 115 mille fonctionnaires, et le taux de croissance fixé 6,6%. Le Burkina Faso à son tour mise aussi sur une croissance du PIB à 8,3 %, après avoir entériné le budget 2017, en hausse de 27% par rapport en 2015. Adopté en septembre dernier, la mouture de ce budget s'élève en recettes à 2004,477 milliards de francs CFA, alimentées à hauteur de 1438,265 milliards par les ressources propres. Le reliquat de 566,212 milliards sera comblé par des ressources extraordinaires telles que des prêts ou des dons. Ce qui représente une progression de 27,42 % par rapport à la loi de finances rectifiées de 2016 qui se chiffrait en Toutefois, les dépenses totales atteindront 2007,969 milliards, en hausse de 33,81% par rapport aux 1799,563 milliards dépensés précédemment. L'exécutif explique cette hausse essentiellement par l'accroissement de ses dépenses d'investissement qui bondissent ainsi à 1229,792 milliards de francs CFA, en hausse de 73,09 %, contre 710,473 milliards en 2016. Néanmoins, les perspectives ne sont pas entièrement bonnes pour Brazzaville qui a également dit

prévoir une réduction du budget 2017 de l'ordre de 24,3 % du fait des incertitudes liées aux cours mondiaux du pétrole. Il sera ainsi fixé à près de 4,7 milliards de dollars contre environ 6,8 milliards en 2016. Selon les données de la Banque mondiale, les matières premières représentent près de 60% du PIB congolais et près de la moitié de la population vit dans la pauvreté. Au Togo, en attendant le débat sur une probable proposition d'exercice budgétaire au parlement, le gouvernement est à l'instant très préoccupé par le succès du sommet sur la sécurité et la sureté maritimes du 10 au 15 octobre prochain. Il est judicieux de rappeler qu'en 2015, le Togo a adopté le projet de loi des finances, gestion 2016, en recettes à des prévisions qui s'établissent à 962,8 milliards de FCFA, et à 1002,2 milliards FCFA en dépenses soit un besoin additionnel de financement de 39,4 milliards de FCFA. En recettes, les prévisions budgétaires pour 2016 connaissent une hausse de 16,4 % par rapport à 2015, contre un accroissement de 21,2% en dépenses. Quel budget en 2017 pour une croissance à deux chiffres ? S'interroge déjà l'Association « Veille Economique » dans un document rendu public d'une quarantaine de pages et qui propose en 2017, un budget dont la structure des ressources ainsi que leurs provenances devraient atteindre les 1 859 milliards de FCFA. « Cette estimation budgétaire qui aurait pu se faire en 2015 ou 2016 peut encore se mettre en place en 2017. Dans

cet ordre d'idée, les prévisions normales nous conduiront à un niveau de budget de 3 355,38 milliards de FCFA 2021 avec un niveau de PIB estimé à 4 901 milliards de FCFA », estime Thomas Koumou, Président de l'association Veille économique. Les paramètres de taux d'inflation et du taux de croissance démographique qui conditionnent le niveau de vie des populations, devraient conduire raisonnablement à un niveau de budget plus élevé pour l'exercice 2017. Aussi faut-il ajouté, les dépenses orchestrées par l'Etat dans l'organisation du sommet sur la sureté et la sécurité maritimes qui seraient comprises entre 5,5 et 13 milliards FCFA. De nos jours, les recettes de l'OTR (Office Togolais des Recettes) au premier semestre ne s'élèvent qu'à 288 milliards FCFA soit 49,8% des 575 milliards prévus pour l'année 2016. En juillet 2016, au titre des finances publiques, on note une hausse des recettes de l'Etat et des dépenses courantes respectivement de 7,0% et 68,9% par rapport au mois précédent faisant passer le solde courant de +16,47 milliards de FCFA à juin 2016 à -2,56 milliards de FCFA à juillet 2016. En glissement annuel, les recettes de l'Etat ont baissé de 1,3% tandis que les dépenses courantes ont augmenté de 41,7. La conjoncture en juillet 2016 est à la baisse comme en témoignent les exportations, les importations et le crédit à l'économie.

**GADAH Joseph**

## Gouvernance globale en Afrique : Togo le seul pays à s'améliorer dans tous les domaines !

La fondation Mo Ibrahim, du nom du milliardaire anglo-soudanais et ancien magnat des télécoms qui a mis sa fortune au service de la gouvernance du continent, a publié, le 3 octobre, à la fois les indicateurs 2015, mais aussi la rétrospective complète depuis le premier exercice du genre, en 2006 Certains pays africains connaissent des remontées spectaculaires, et d'autres des chutes abyssales, à l'instar de la Libye. Comment

va l'Afrique, dans cette mer de chiffres et cette nuée de courbes ? En trois mots : un peu mieux. En dix ans, le score moyen du continent en matière de gouvernance globale a progressé d'un point (sur 100) : 37 pays, dans lesquels habitent 70 % des Africains, ont amélioré leur note générale, laquelle est l'addition des indices de quatre domaines : la sécurité et l'Etat de droit ; la participation citoyenne et les droits humains ; les opportunités d'une

économie durable ; et, enfin, le développement humain. Parmi les champions des Indices Ibrahim de la gouvernance en Afrique, il y a avant tout la Côte d'Ivoire (+13,1 points), suivie du Togo (+9,7), le Zimbabwe (+9,7), le Liberia (8,7) et le Rwanda (8,4). Le Togo est le seul pays à s'améliorer dans tous les domaines et termine 33e du continent avec une amélioration de 9,7 points sur la décennie.

### Alerte rouge sur l'emploi des jeunes

« Éducation provision », c'est la perception, mesurée par les sondages d'Afrobaromètre, de la façon dont les gouvernements répondent aux besoins en éducation. Or cette perception baisse considérablement (-12,4 points en dix ans pour le continent) alors que l'offre éducative, elle, progresse (de 4,2 points en moyenne de huit indicateurs). Une différence interprétée comme une preuve de l'inadéquation des formations avec les besoins du marché de l'emploi et le résultat de politiques par les gouvernements et les bailleurs de fonds pour développer l'offre éducative sans tenir compte de la demande, en particulier celle du secteur privé, en théorie le grand pourvoyeur d'emplois.



## ECONOMIE Les défis de croissance économique

### Ethiopie: La Chine relie Addis Abeba au port de Djibouti à 3,4 milliards de dollars



Après quatre ans de travaux, l'Éthiopie a inauguré le 05 octobre une ligne ferroviaire entre Addis Abeba et Djibouti, financée et construite par la Chine, avec pour ambition de désenclaver l'économie éthiopienne et doper les échanges avec le voisin djiboutien. Cette ligne de 750 km, qui ne sera pleinement opérationnelle que dans un mois, doit permettre de relier la capitale éthiopienne au port de Djibouti, qui donne sur la mer Rouge, en une dizaine d'heures à peine, contre un trajet de plusieurs jours par la route. Le président Faure Gnassingbé a assisté mercredi à l'inauguration avec le Premier ministre éthiopien, Haile Mariam Dessalegn, et le président de Djibouti, Ismaïl Omar Guelleh. Le corridor jusqu'à Djibouti est essentiel car le pays est privé d'accès à la mer depuis l'indépendance de l'Érythrée en 1993. Le gain de

temps est considérable, alors que 1.500 camions empruntent chaque jour cette route surchargée et mal entretenue, sur laquelle transitent près de 90% des importations éthiopiennes. La nouvelle ligne se veut aussi une vitrine de la technologie chinoise sur le continent africain. Les 3,4 milliards de dollars d'investissement ont été financés à 70% par la banque chinoise Exim Bank. Deux sociétés chinoises, China Railway Group et China Civil Engineering Construction Corporation se sont partagé la construction. «C'est le premier train électrifié de gabarit standard sur le continent construit selon les normes chinoises et avec la technologie chinoise, et ce ne sera certainement pas le dernier. Beaucoup de monde devrait en tirer parti», a déclaré l'ambassadeur chinois en Éthiopie, La Yifan.

### Bruxelles, Rebranding Africa Forum 2016 les 13, 14 et 15 octobre 2016

La troisième édition du Rebranding Africa Forum (RAF) se tiendra les 13, 14 et 15 octobre 2016 à Bruxelles autour du thème « Relever le défi de l'industrialisation de l'Afrique ». Après le Sénégal en 2015, c'est le Burkina Faso qui sera l'invité d'honneur du Rebranding Africa Forum cette année, avec la présence personnelle, du Président Roch Kaboré. Outre le président du Burkina, le Forum réunira un aréopage d'orateurs de marque à l'instar de Patrice Talon, président de la République du Bénin, Charles Michel, Premier Ministre du Royaume de Belgique. Trois panels et une session spéciale dédiée à l'innovation avec présentation de trois projets promus par de

jeunes africains, marqueront le coup d'envoi du Forum le 13 octobre. La deuxième journée 14 octobre sera consacrée au networking, avec des moments d'échanges et de rencontres privilégiées entre des délégations officielles des pays présents et les opérateurs du monde économique. Initiée en 2014 par le magazine Notre Afrik, la troisième édition du Rebranding Africa Forum s'inscrit dans la continuité et le renforcement des acquis. Elle ambitionne de servir de plateforme de rencontres entre les décideurs des secteurs d'activités incontournables pour l'industrialisation du continent africain.

**LOMÉ, TOGO**  
**DU 10 AU 15**  
**OCTOBRE 2016**

AG Partners

PROTÉGEONS NOS | PROTECT OUR  
**OCEANS**

**Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine  
sur la Sécurité et la Sureté Maritimes et le  
Développement en Afrique**





### AVIS D'APPEL D'OFFRES N° AO/ PUDC/003/09/2016

Réf : Travaux de construction et de réhabilitation des CMS, USP et INCINERATEURS dans les régions : Maritime, Plateaux, Centrale, Kara, Savanes et Lomé commune dans le cadre du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC)

1. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)-Bureau Togo, sollicite par le présent avis, des offres de la part de tous les candidats éligibles et répondant aux critères de qualification requis, pour la réalisation des travaux de construction/réhabilitation des CMS et USP y compris les ouvrages d'accompagnement dans Lomé Commune et les cinq (05) régions du Togo. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la Composante 1 : Infrastructures et services sociaux de base du Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) financé par le Gouvernement du Togo et ses partenaires.

2. Les lots pour les travaux de construction/réhabilitation sont organisés ainsi qu'il suit :

- LOT 1: CONSTRUCTION DU CMS D'AWANDJELO DANS LA PREFECTURE DE LA KOZAH ;
- LOT 2 : CONSTRUCTION DU CMS DE KOUSSOUNTOU DANS LA PREFECTURE DE TCHAMBA ;
- LOT 3 : CONSTRUCTION DE L'USP D'AGBANDAOUDE DANS LA PREFECTURE DE TCHAOUDJO ;
- LOT 4 : CONSTRUCTION DE L'USP DE BAOULE ET DE KOUMONGOUKAN DANS LA PREFECTURE DE L'OTI ;
- LOT 5 : CONSTRUCTION DE L'USP DE GBOWOULE A ASRAMA DANS LA PREFECTURE DE HAHO ;
- LOT 6 : CONSTRUCTION DE L'USP DE KATCHENTCHE DANS LA PREFECTURE DE BLITTA ;
- LOT 7 : CONSTRUCTION DE L'USP DE NASSONGUE DANS LA PREFECTURE DE TANDJOUARE ;
- LOT 8 : CONSTRUCTION DE L'USP DE SAIBOUDE DANS LA PREFECTURE DE SOTOUBOUA ;
- LOT 9: CONSTRUCTION DU CMS D'ADETICOPE DANS LA PREFECTURE DE ZIO ;
- LOT 10 : CONSTRUCTION DU CMS D'AGBONOU DANS LA PREFECTURE DE L'OGOU ;
- LOT 11 : REHABILITATION DE L'HOPITAL DE BE KPOTA LOME - COMMUNE ;
- LOT 12 : REHABILITATION DU CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL (CHP) DE KLOTO ;
- LOT 13: REHABILITATION DU CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL (CHP) DE L'OTI ;
- LOT 14 : REHABILITATION DE L'USP DE NATCHITIKPI DANS LA PREFECTURE DE DANKPEN ;
- LOT 15 : REHABILITATION DE L'USP DE PAPRI DANS LA PREFECTURE DE KPENDJAL ;
- LOT 16: CONSTRUCTION DE 20 INCINERATEURS DE DECHETS MEDICAUX.

Les candidats peuvent soumettre leurs offres pour tous les lots. Un soumissionnaire peut être attributaire de 2 deux lots au maximum sur l'ensemble des régions.

3. La durée des travaux est estimée entre six et 8 mois.

4. Toutes les conditions/exigences de l'Appel d'Offres (AO) sont détaillées dans les dossiers accessibles en ligne à l'adresse précisée au point 6 du présent avis.

Pour être qualifiés, les soumissionnaires doivent remplir les exigences minimales décrites dans les Conditions particulières de l'appel d'offres. Les exigences de qualification comprennent entre autres :

- les conditions légales de l'entreprise ;
- la situation financière de l'entreprise ;
- l'expérience de l'entreprise ;
- la capacité technique de l'entreprise ;
- la disponibilité, la qualification et l'expérience du personnel de l'entreprise ;
- la disponibilité du matériel minimum requis pour l'exécution des travaux ;
- voir les DAO pour les informations détaillées.

Les principaux critères d'évaluation sont également clairement mentionnés. Veuillez lire attentivement les instructions fournies dans les dossiers.

5. Les candidats désireux de soumissionner peuvent télécharger les dossiers complets sur le site web du PNUD à partir du 06 octobre 2016 à l'adresse suivante : <http://procurement-notices.undp.org/index.cfm> ou les retirer, entre 9 h et 12 h et entre 15 h et 17 h, heure TU, de lundi à vendredi (contre deux rames de papier) à l'adresse ci-dessous :

**Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)-Réception**  
**40, Avenue des Nations Unies**  
**Lomé, Togo**  
**Tél.: +228 22 21 20 22 / 22 21 20 08**  
**Fax: +228 22 21 16 41**

6. Chaque soumission doit être déposée main à main sous pli fermé comprenant un original et deux copies, avec la mention écrite suivante sur l'enveloppe, selon les cas : AO/ PUDC/003/09/2016 : Travaux de construction et de réhabilitation des CMS, USP et incinérateurs dans le cadre du PUDC.

LOT N° Toutes les offres devront être déposées au plus tard le 27 Octobre 2016 à 10h 00 TU. Les offres remises après la date/heure indiquée dans le dossier n'ont pas été acceptées. Veuillez lire attentivement les dossiers d'appel d'offres (AO) et suivre scrupuleusement les instructions fournies.

7. Le PNUD ne sera pas responsable des frais engagés par les soumissionnaires dans le cadre de la collecte, la préparation ou la soumission des offres. Le dépôt n'entraîne aucun engagement du PNUD vis-à-vis du soumissionnaire. Les candidats resteront engagés par leur offre pendant la période indiquée dans les Dossiers d'Appel d'Offres.

8. La période estimée pour la notification de l'attribution des marchés des travaux est Décembre 2016.

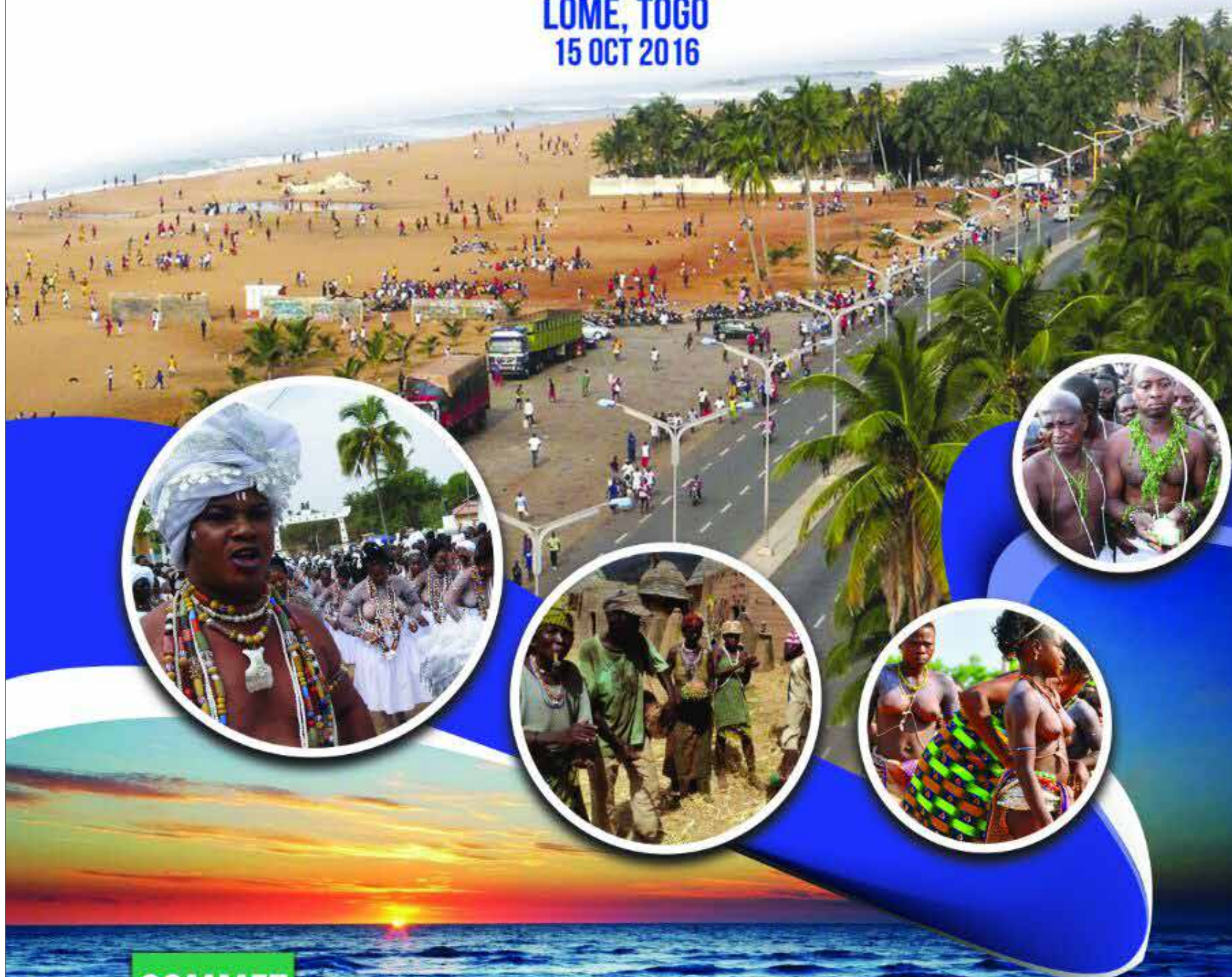




PROTEGEONS NOS | PROTECT OUR

OCEANS

LOMÉ, TOGO  
15 OCT 2016



SOMMET  
DE LOMÉ



15 OCTOBRE 2016  
LOMÉ TOGO

**PEUPLE TOGOLAIS,  
ENTRETENONS NOS ROUTES ET  
FAISONS DE NOTRE DIFFÉRENCE  
UNE FORCE POUR LA RÉUSSITE DU SOMMET**



## Sécurité Maritime : Eric KPADE, optimiste sur « La Charte de Lomé ».



**A** la faveur du Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etats et de gouvernements de l'Union Africaine sur la sûreté, la sécurité maritime et le développement en Afrique qui se tiendra du 10 au 15 octobre prochains dans la capitale togolaise, l'homme politique Eric KPADE, ancien 1er Vice-président de l'Assemblée nationale et cadre du parti UNIR se confie à notre rédaction à travers une interview sur les réels enjeux et les retombées de cette rencontre internationale pour le Togo. Il affirme que les dirigeants africains vont pouvoir trouver lors de ce sommet un terrain d'entente en ce qui concerne la prévention de la piraterie. Lisez plutôt.

### Pourquoi un sommet sur la sécurité maritime et quels intérêts pour le Togo ?

**Eric KPADE :** Je vous remercie sincèrement de me donner l'opportunité de sortir la tête de ma tanière pour me prononcer sur ce sujet capital et profiter par la même occasion pour vous dire merci à vous les journalistes en général qui vous battez pour informer l'opinion. Le Togo, occupé par ses engagements de développement au profit de ses citoyens, s'est éloigné un peu de ce qui faisait son honneur sur le plan international et diplomatique. Aujourd'hui l'opportunité a été donnée au Togo de poursuivre le travail qui a été fait au Cameroun en juin 2013 sur la sécurité maritime. Il faut relever que la superficie de la terre est occupée à plus de 2/3 par les océans et que dans le commerce international, le pourcentage des trafics maritimes est plus élevé par rapport aux trafics aériens et terrestres notamment. En effet, c'est une urgence et une nécessité pour nos pays d'assurer la sécurité des personnes et des biens, eu égard au contexte d'insécurité dans le Golfe d'Aden, et plus récemment sur nos côtes dans le Golfe de Guinée. La piraterie est née subitement et se renforce sur nos côtes. A un moment donné, on croisait les bras face à certaines situations comme si cela ne nous concernait pas. Au fur et à mesure que les années passent, on se rend compte qu'aucun Etat n'est à l'abri de la piraterie. Personnellement, ce Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine sur la sûreté et la sécurité maritimes et le développement en Afrique, est capital d'autant plus que, non seulement il nous permet d'interpeller les Etats, les gouvernements ainsi que les leaders du monde économique à définir une feuille de route sur la sécurité maritime en Afrique à travers la Charte de Lomé.

### Quels impacts ce sommet peut-il avoir sur les économies africaines ?

**Eric KPADE :** Lorsqu'un navire ou un bateau quitte l'Europe, l'Amérique ou l'Asie en direction de notre continent africain, il est nécessaire que ce navire puisse parvenir à bon port ! Au-delà de ceci, la sécurité dans nos différentes eaux nous permettra de préserver également nos ressources aquatiques. En laissant quiconque en avoir accès sans un contrat et ne pas protéger ce qui nous appartient, et bien ce sont les pirates, les bandits de grands chemins qui vont s'en approprier et nos populations vont demeurer dans la précarité. Dans ces conditions, vous comprenez que c'est un sujet de taille quand on pense aussi au profit que la jeunesse togolaise pourra tirer de cette période courte, où l'hôtellerie va fonctionner, des relations entre personnes se tisseront qui dans un ou deux ans peuvent aboutir à des contrats d'affaires. Sans cette occasion de ce Sommet, on n'aura pas toutes ces opportunités. Voilà pourquoi j'apprécie à plus d'un titre ce sommet qui aura lieu dans les prochains jours dans notre pays.

### Il y a certains Togolais qui se trouvent dans des hôpitaux qui manquent de lits, de scanners etc... et trouvent inopportun l'organisation de ce Sommet. Qu'en dites-vous ?

C'est parfois réelles toutes ces préoccupations, cependant quand vous jetez un regard sur les réformes que le Chef de l'Etat entreprend au Togo depuis qu'il est arrivé au pouvoir, ce sont des réformes politiques, des réformes stratégiques, et économiques. Dans ce cas précis, vous n'êtes pas sans savoir que beaucoup d'investissements ont été faits dans le domaine de la santé. Mais si aujourd'hui toutes ces populations ne sont pas encore satisfaites, comprenez simplement qu'on ne peut pas non plus attendre que toutes ces mesures soient satisfaites à cent pour cent près avant d'aller faire autre chose. Le Sommet n'entrave en rien les démarches qui se font dans le domaine de l'éducation, dans le domaine de la santé. Par contre après le Sommet, nous continuerons par vivre et ce qui se fait dans le pays se poursuivra certainement.

### Environ 3000 personnalités sont attendues dans notre pays, pensez-vous que le Togo dispose d'infrastructures requises pour accueillir nos hôtes ?

**Eric KPADE :** Il faut que je vous le dise tout suite, selon mes informations, le Togo dispose d'infrastructures pouvant contenir et assurer le séjour de tous les participants par rapport au moyen dont nous disposons et au regard des différentes annonces des délégations des différents Etats. Le recensement a été fait à la taille des infrastructures devant abriter le sommet. Il faut souligner que tout se passe sous l'égide des Nations Unies avant que le secrétariat de l'UA n'organise les choses. Le Togo n'est pas à son premier exercice dans l'organisation des grands événements. Je suis persuadé qu'ils ont sûrement pris les dispositions pour que chacun puisse trouver une couchette pendant la tenue de ce grand événement.

### De la réussite de ce sommet devons-nous s'attendre au retour du Togo au-devant de la scène internationale ?

**Eric KPADE :** Ah oui ! Sûrement, c'est une affaire de confiance. Et sans cette confiance entre les autres les pays de l'Union Africaine, le Secrétariat Général des Nations Unies, le Secrétariat Exécutif de l'UA et tout le reste, l'on n'aurait pas accepté que ce Sommet se tienne à Lomé. Voilà pourquoi chacun devait

mettre de son meilleur pour que pendant le séjour de nos hôtes, chacun puisse jouer parfaitement son rôle. Pour qu'en sortant de ce Sommet, la moindre opportunité provenant des autres puisse nous revenir. A travers ce sommet, des hôtels vont se faire connaître, les restaurateurs vont se faire connaître. A partir de ce Sommet, pour moi personnellement, je souhaiterai que d'autres opportunités puissent suivre au profit de nos activités économiques.

### Avant tout, vous êtes un politique et il y a le bloc politique de l'opposition CAP 2015, qui projette d'organiser des manifestations, ne pensez-vous pas que cela impacte négativement le succès du sommet ?

**Eric KPADE :** Je ne pense pas, tous les esprits éclairés pourront comprendre donc que, c'est parce que justement dans notre pays la démocratie bat son cours effectivement; que la liberté d'expression est réelle sans ambages et qu'en conséquence ceux-là peuvent élever leurs voix en toute liberté. Mais, ce que je demanderais, c'est qu'ils le fassent dans moins de bruit en respectant les lois de la République pour que leur message puisse passer dans le respect de la liberté d'autrui et que tout le monde puisse se retrouver dans une bonne quiétude.

### Pourquoi les questions sécuritaires préoccupent tant le monde en général et le Togo en particulier ?

En ce qui concerne la sécurité dans le monde entier aujourd'hui, certains théoriciens pensent que nous avons entamé la 3ème guerre mondiale. Aucune économie ne peut survivre en restant en autarcie et penser que l'insécurité est une affaire des autres et dire que ce qui se passe chez le voisin ne le concerne pas. Je l'ai déjà dit, la superficie de la mer dépasse largement celui de la terre. Et quand on prend notre pays le Togo, il n'a que 50 km de côtes. Le gouvernement sous l'impulsion du Président de la République Faure GNASSINGBE, a modernisé les moyens de l'armée marine de notre pays pour que cette dernière puisse faire son devoir en surveillant les côtes togolaises. Si on se contente de la sécurité terrestre en oubliant celle réservée aux océans, on pourrait être surpris désagréablement. C'est vrai que même en ce qui concerne les airs, la surveillance se fait par les satellites et autres. Mais si les pirates prennent le pas sur nos Etats, en passant du Golfe d'Aden au Golfe de Guinée, il nous revient de commencer par réfléchir.

### Pensez-vous que Lomé sera un nouveau départ pour le défi sécuritaire maritime ?

**Eric KPADE :** Je parie qu'à partir de la charte du Sommet de Lomé, nous allons pouvoir trouver un terrain d'entente en ce qui concerne la prévention de la piraterie. C'est ça l'enjeu principal de ce Sommet. Si nous n'assurons pas cette sécurité, nos ressources halieutiques, pétrolières qui sont pour la plupart dans sous les océans, seront pillées. C'est pour cela que déjà en juin 2013 au Cameroun, le travail a été fait en partie. Et c'est la suite de ce travail qui sera fait par le Sommet de Lomé, où nous allons pouvoir assurer la quiétude entre nous sur notre continent et en même temps, assurer la surveillance de nos ressources qui nous appartiennent naturellement pour demain et que nos enfants ne soient pas entièrement dépouillés de ce qui leur revient de droit. La verte





# MOBILISONS-NOUS POUR LA PROTECTION DE NOS OCÉANS!



Ce message est offert par le  
Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP)  
avec le soutien de Maersk Line Togo

